La direction du NPA n’aurait pas dû signer les déclarations unitaires avec le PCF, le PG, et le PS qui s’alignent sur les positions des bureaucraties syndicales

Avant chaque journée d’action nationale appelée par les confédérations syndicales, la direction de notre parti a signé une déclaration commune avec les principaux partis de « gauche ». S’agit-il ou pas d’une bonne décision ? Ces signatures aident-elles les travailleurs à développer leur lutte de classe et se défaire du carcan fixé par la bureaucratie syndicale ? Pour y voir clair, examinons le contenu de la dernière déclaration en date, celle pour le 1er mai.

S’agit-il d’un accord de front unique pour la défense de revendications élémentaires ?

La déclaration ne défend aucune revendication élémentaire aujourd’hui pour les travailleurs : ni l’exigence de zéro licenciement et zéro fermeture d’entreprise, ni le retrait des décrets sur le statut des enseignants-chercheurs et de la LRU, ni le retrait des projets de loi Bachelot de privatisation de la santé, ni la régularisation de tous les sans-papiers, ni l’abrogation des lois liberticides… Elle camoufle les points de vue opposés entre ceux qui sont pour l’interdiction des licenciements et ceux qui n’ont rien contre les licenciements dus à une cause économique sérieuse, en parlant de la « défense de l’emploi » et du « refus » par les salariés « des licenciements ». Les déclarations précédentes ressemblent comme deux gouttes d’eau à celles-ci.

Ce ne sont donc pas des accords de front unique, comme l’était le LKP, où toutes les organisations s’étaient mises d’accord pour lutter ensemble, par delà leurs désaccords, pour une plate-forme de 132 revendications très précises (même si certaines étaient réformistes et contestables (1)). Un tel accord a été utile aux travailleurs, car il leur a servi de point d’appui pour se mobiliser ensemble pour arracher ces revendications par la lutte de classe.

La déclaration unitaire s’aligne sur la plate-forme intersyndicale du 5 janvier : sur un autre plan de sauvetage du capitalisme

La déclaration unitaire pour le 1er mai dit que le gouvernement « *refuse d'entendre les exigences sociales qui se sont exprimées, entre autres, au travers de la plate forme intersyndicale du 5 janvier et dans les journées des 29 janvier et 19 mars* ». La

déclaration fait donc croire que les revendications des travailleurs sont contenues dans une plate-forme intersyndicale que le gouvernement refuse de satisfaire.

Or, cette plate-forme revendicative n'existe pas. Pire, la déclaration présente les mesures de chômage partiel comme des mesures de « sauvegarde de l'emploi » : « *Les entreprises confrontées aux baisses d'activité utilisent des mesures de sauvegarde d'emplois comme le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés… Toutes ces mesures doivent être négociées* ». Non seulement la déclaration n'exige pas le paiement intégral des jours chômés par les patrons, mais en plus elle applaudit les entreprises qui y ont recours, puisque cela permet de « sauvegarder » l'emploi. Si la déclaration intersyndicale réclame plus de pouvoir d'achat pour les salariés, elle ne comporte aucune revendication chiffrée ! Pire, elle endosse la politique de réduction du « coût du travail » du gouvernement : « *Les allégements de cotisations sociales doivent être conditionnés à la conclusion d'accords salariaux.* » Cela signifie que les confédérations acceptent une baisse du salaire indirect ; en effet, les cotisations sociales payées par les patrons constituent le salaire indirect des travailleurs. Concernant la Fonction publique, les confédérations refusent d'exiger l'abandon de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques) qui englobe la baisse des effectifs, la mise en place d'un management de type privé, le salaire au mérite, etc.

La plate-forme du 5 janvier constitue un plan de sauvetage du capitalisme, légèrement différent de celui de Sarkozy, manifestement inspiré par le PS et le directeur général PS du FMI, Dominique Strauss-Kahn. C'est clairement différent des positions défendues par le NPA. Alors, pourquoi la direction du parti choisit-elle de signer un tel document ?

Une signature utile, indifférente ou nuisible ?

La direction du parti reconnaît elle-même que la déclaration commune cautionne la politique des directions syndicales, nuisible à la lutte des travailleurs. Mais elle explique qu'il fallait tout de même signer la déclaration, car « *il est important qu'un soutien public, le plus large possible, soit apporté par le maximum d'organisations de gauche aux luttes en cours* » (notes du CE). Mais le PS, le PCF, le PG et les directions syndicales soutiennent-ils réellement les luttes en cours ?

Tout au contraire, nous savons qu'ils font tout leur possible pour les freiner. Nos camarades du NPA Énergie l'expliquent très clairement à propos de l'attitude de la direction de la CGT-Mines et Énergie en particulier. Nous voyons plus généralement que les directions syndicales refusent de mettre en avant les revendications et ne proposent que des journées d'action sans lendemain, refusant de préparer, d'appeler et de construire la grève générale nécessaire pour vaincre le patronat et Sarkozy.

Cette déclaration ne sera d'aucune utilité aux travailleurs en lutte de l'automobile, d'EDF-GDF, des facs, des hôpitaux, etc., qui se heurtent au contraire à la politique du PS, du PCF, du PG et des directions syndicales.

La déclaration commune n'a en fait d'intérêt que pour le PS, le PCF et le PG. D'une part, ils essayent ainsi de faire croire qu'ils soutiendraient les travailleurs. D'autre part, ils veulent soumettre le NPA à leur propre programme, qui n'est qu'un programme bourgeois un peu différent de celui de Sarkozy. Le NPA ne doit surtout pas apporter sa caution à cette opération. C'est pourquoi nous pensons que la direction du NPA n'aurait pas dû signer cette déclaration commune.

Pour une politique d'indépendance de classe pour que les travailleurs ne payent pas la crise

Il est essentiel que les travailleurs puissent s'appuyer dans leurs luttes sur une organisation qui mette en avant un programme indépendant pour la classe ouvrière face à la crise. C'est le rôle que doit jouer le NPA.

Si le NPA défend avec constance et détermination une orientation indépendante, sans se préoccuper de la pression des médias bourgeois et des bureaucrates syndicaux, il ne fait pas de doute qu'il sera un point d'appui utile aux luttes ouvrières et qu'il rencontrera l'aspiration des centaines de milliers de travailleurs à ne pas payer la crise du capitalisme.

La perspective à ouvrir n'est donc pas celle d'un « changement de cap », comme le préconise la déclaration commune, qui semble vouloir dire qu'il s'agirait d'imposer à Sarkozy une meilleure politique en attendant 2012, mais celle du combat pour vaincre le gouvernement Sarkozy au service du MEDEF. Cependant un gouvernement du PS ne ferait pas fondamentalement une autre politique, comme le prouvent non seulement sa politique passée, mais même ses déclarations présentes, alors qu'il est théoriquement dans l'opposition. C'est seulement si les travailleurs parviennent à conquérir et à exercer eux-mêmes le pouvoir politique qu'ils pourront ne pas payer la crise.

---

1) Cf. nos déclarations sur la grève générale antillaise, http://tendanceclaire.npa.free.fr

Antoni Mivani, le 6 mai 2009